



REMISE A NIVEAU DU SYSTEME DE
VIDEOPROTECTION
2026-31

[CITER LA PROCEDURE ET LES ARTICLES DU CCP
CORRESPONDANT]

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)

SOMMAIRE

Article 1.	Objet et forme du marché	3
Alinéa 1.1	Objet du marché	3
Alinéa 1.2	Forme du marché	3
Article 2.	Parties en présence	3
Alinéa 2.1	Autorité contractante	3
Alinéa 2.2	Titulaire du marché	3
Alinéa 2.3	Comptable assignataire	3
Article 3.	Pièces contractuelles du marché	4
Alinéa 3.1	Pièces constitutives du marché	4
Alinéa 3.2	Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	4
Alinéa 3.3	Pièces à délivrer au Titulaire du marché	4
Article 4.	Durée du marché	5
Article 5.	Prix du marché	5
Alinéa 5.1	Contenu du prix	5
Alinéa 5.2	Nature des prix	5
Alinéa 5.3	Modalités de variation des prix	5
Article 6.	Exécution du marché	6
Alinéa 6.1	Obligations du Titulaire	6
Alinéa 6.2	Garantie	7
Article 7.	Pénalités	7
Article 8.	Modalités de règlement du marché	7
Alinéa 8.1	Avances	7
Alinéa 8.2	Retenue de garantie	7
Alinéa 8.3	Modalités de paiement	8
Article 9.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	8
Article 10.	Sécurité et protection des données	9
Article 11.	Résiliation du marché	11
Alinéa 11.1	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	11
Alinéa 11.2	Résiliation du fait du Titulaire ou de circonstances particulières	11
Alinéa 11.3	Résiliation pour faute du Titulaire	11
Alinéa 11.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	11
Article 12.	Différends et litiges	12
Article 13.	Dérogation au CCAG TRAVAUX	12

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 10 adhérents dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Régional d'Orléans et 9 adhérents parties : les Centres Hospitaliers de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Sully sur Loire, de Beaugency, Groupe hospitalier de Pithiviers-Neuville aux Bois, l'EHPAD Paul Cabanis de Beaune la Rolande, l'EHPAD de Villecante à Dry et l'EHPAD du Champgarnier à Meung sur Loire.

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

Article 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la **remise à niveau du système de vidéoprotection du CHU d'Orléans**, incluant la fourniture, l'installation, la configuration, la mise en service et la formation des utilisateurs.

Alinéa 1.2 Forme du marché

Le marché est conclu à **prix global et forfaitaire**.

Le montant maximum du marché est fixé à **300 000 € HT**.

Commenté [CD1]: Ne faut-il pas indiquer qu'il existe une option ?

Article 2. PARTIES EN PRÉSENCE

Alinéa 2.1 Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 Titulaire du marché

Le Titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 Comptable assignataire

Voir annexe 1 du CCAP.

Article 3. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Alinéa 3.1 Pièces constitutives du marché

Par **dérogation** à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes : bordereau de prix, annexe fiche contact ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
3. Le présent Cahier des Clauses Technique Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG TRAVAUX) applicable aux marchés publics de travaux (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1^{er} avril 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
5. La documentation technique ;

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG TRAVAUX) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Alinéa 3.2.1 Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique et/ou complété par la passation d'un marché négocié conformément aux articles R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Les modifications qui pourront être apportées concernent :

- L'organisation de la prestation à préciser,
- L'ajout de prestations rendues nécessaires en lien avec l'objet du marché.

Alinéa 3.2.2 Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

Article 4. DURÉE DU MARCHÉ

le marché prend effet à compter de sa notification.

La durée totale du marché est de **5 mois maximum**, décomposés comme suit :

- 1 mois de préparation
- 4 mois d'exécution

Aucune reconduction n'est prévue.

Article 5. PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, la fourniture des équipements , le transport, l'installation configuration, essais, la formation, la documentation et les garanties.

Alinéa 5.2 Nature des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire, hors taxes, tel que résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), et du bordereau de prix unitaire qui n'ont pas de valeur contractuelle et sert uniquement à l'analyse des offres et au suivi de l'exécution.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres par les candidats.

Alinéa 5.3 Modalités de variation des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire, hors taxes, tel que résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et du bordereau de prix unitaire.

La DPGF et le BPU n'ont pas de valeur contractuelle. Elle est utilisée uniquement pour l'analyse des offres et, le cas échéant, pour le suivi de l'exécution du marché.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales et parafiscales obligatoires, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les frais de conditionnement, de stockage, de transport, d'assurance, ainsi que les marges pour risque et bénéfice.

Ils comprennent également l'ensemble des prestations de formation nécessaires à la bonne utilisation du système de vidéoprotection, incluant la formation des utilisateurs et des personnels techniques, la fourniture de supports pédagogiques et l'ensemble des frais afférents.

Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres par les candidats

Commenté [CD2]: Ne faut-il pas ajouter ?
« et du bordereau de prix unitaire (BPU) »

Commenté [s3R2]: Oui effectivement

Commenté [CD4]: Ne faut-il pas ajouter ?
« et du bordereau de prix unitaire (BPU) »

Commenté [s5R4]: Oui corrigé

Article 6. EXÉCUTION DU MARCHÉ

Les prestations sont exécutées conformément au CCTP 2026-31.

Alinéa 6.1 Obligations du Titulaire

Alinéa 6.1.1 Clause de confidentialité

L'article 5 du CCAG TRAVAUX s'applique au présent marché.

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

Alinéa 6.1.2 Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du Titulaire.

Alinéa 6.1.3 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG TRAVAUX, le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

Alinéa 6.1.4 Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Alinéa 6.1.5 Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le Titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

Alinéa 6.2 Garantie

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent au présent marché.

Article 7. PÉNALITÉS

- Pénalités pour non-respect des règles d'accès au site : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des règles de confidentialité : 100 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des règles de sécurité : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour absence du port du badge d'identification : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des modalités d'intervention : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non nettoyage quotidien des déchets : 50 € net par jour ;
- Pénalités pour absence à une réunion : 50 € net par absence.

Article 8. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Alinéa 8.1 Avances

Sauf renonciation du Titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG TRAVAUX.

Le taux de l'avance est de 5%. Ce taux est calculé selon les modalités prévues aux articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance (50 jours) court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au Titulaire du marché.

Alinéa 8.2 Retenue de garantie

Sans objet.

Alinéa 8.3 Modalités de paiement

Alinéa 8.3.1 Etablissement des factures

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, toutes les factures entre les établissements du GHT du Loiret et ses fournisseurs seront dématérialisées.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite par le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Voir annexe 1 du présent CCAP.

En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en informer sans délai l'administration. A défaut, la facture contenant un RIB différent de celui connu de l'administration dans les pièces du marché sera rejetée.

Alinéa 8.3.2 Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse postale ou celle de son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

Alinéa 8.3.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est fixé par l'article D 3133-27 du Code de la Commande publique.

Article 9. MODIFICATIONS FINANCIÈRES POUR CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R 2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 10. SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Protection des données et cybersécurité

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à respecter l'ensemble des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité des systèmes d'information.

Alinéa 10.1.1 Protection des données (Règlement Général Protection des Données)

Le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions du **Règlement (UE) 2016/679 (RGPD)** et de la loi Informatique et Libertés modifiée ;
- traiter les données à caractère personnel uniquement dans le cadre strict de l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les données collectées à d'autres fins ;
- garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données ;
- prendre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées pour éviter :
 - la perte de données
 - l'altération des données
 - l'accès non autorisé

Le titulaire s'engage également à :

- assurer la **traçabilité des accès aux systèmes** (journaux/logs) ;
- limiter les accès aux seules personnes habilitées ;
- garantir que son personnel est soumis à une obligation de confidentialité.

En cas de violation de données (incident de sécurité) :

- le titulaire devra **informer immédiatement le pouvoir adjudicateur**
- et au plus tard dans un délai de **24 heures** après en avoir eu connaissance.

Alinéa 10.1.2 Sécurité des systèmes d'information

Le titulaire devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des systèmes, notamment :

- sécurisation des accès (authentification forte, gestion des droits)
- chiffrement des communications (protocoles sécurisés type HTTPS, VPN si nécessaire)
- maintien à jour des systèmes et logiciels (correctifs de sécurité)
- protection contre les vulnérabilités connues
- journalisation des événements de sécurité

Le titulaire devra également :

- garantir l'absence de composants logiciels malveillants
- maîtriser les accès distants éventuels
- sécuriser les équipements installés (serveurs, VMS, réseau)

Alinéa 10.1.3 Conformité aux recommandations ANSSI

Le titulaire s'engage à appliquer les bonnes pratiques de l'**Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI)**, notamment :

- principe de moindre privilège
- cloisonnement des réseaux (segmentation)
- gestion robuste des mots de passe
- durcissement des systèmes (hardening)
- supervision et détection des incidents

Alinéa 10.1.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable :

- de toute faille de sécurité liée à ses prestations
- des conséquences d'un défaut de sécurisation
- du respect des obligations réglementaires en matière de protection des données

Il garantit que les solutions mises en œuvre sont :

- sécurisées par conception (security by design)
- maintenues à jour pendant toute la durée du marché

Alinéa 10.1.5 Contrôle

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de :

- demander tout justificatif attestant du respect des exigences ci-dessus
- réaliser ou faire réaliser des contrôles de sécurité
- exiger toute mesure corrective nécessaire

Article 11. RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L 2195-1 à L 2195-6 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 11.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG TRAVAUX.

Alinéa 11.2 Résiliation du fait du Titulaire ou de circonstances particulières

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG TRAVAUX et de l'article 39 du CCAG TRAVAUX.

Dans le cas d'une résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 11.3 Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAG TRAVAUX.

Alinéa 11.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 45 du CCAG TRAVAUX.

Article 12. DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée dans un délai de 15 jours, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Article 13. DÉROGATION AU CCAG TRAVAUX

Il est dérogé au CCAG TRAVAUX pour les articles suivants :

CCAP	CCAG TRAVAUX
Article 3	Article 4.1
Article 7	Article 14.1